



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 18 du 21 avril 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 22 avril 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	320
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	320
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	320
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	320
Extrait de l'arrêté n°2009/DDEA54/ADUR/012 concernant l'ouverture à l'urbanisation – commune de TRIEUX.....	320
Extrait de l'arrêté du 7 avril 2009 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Titanobel de Moutiers.....	320
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	320
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	320
Extrait de l'arrêté du 10 avril 2009 prononçant le surclassement de la commune de Vandoeuvre-les-Nancy dans la strate démographique des communes de 40 000 à 80 000 habitants	320
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 16 avril 2009 (Meurthe-et-Moselle / Meuse) fixant le périmètre du syndicat mixte du SCOT nord Meurthe-et-Mosellan	321
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	321
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	321
Extrait de l'arrêté n° 29 du 20 avril 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou.....	321
Extrait de l'arrêté n° 30 du 20 avril 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT	322
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	323
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/177 du 14 avril 2009 portant création et composition du comité départemental à l'installation (CDI)	323
AUTRES SERVICES	323
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ	323
Arrêté de délégation rectorale de signature du 21 avril 2009 à M. Francis MORLET, inspecteur d'académie adjoint, chargé de l'intérim des fonctions d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle.....	323
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	324
Arrêté du 20 avril 2009 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, Directeur des achats.....	324
AVIS ET COMMUNICATIONS	325
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	325
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	325
Service aménagement, risques et urbanisme	325
Avis de parution de l' arrêté préfectoral n° 26237 en date du 20 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dieulouard.....	325
Avis de parution de l' arrêté préfectoral n° 27334 en date du 20 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mailly sur Seille	325
AUTRES SERVICES	325
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	325
Extrait de la décision du 12 mars 2009 relative à la modification du traitement concernant l'émission des cartes vitale 2.....	325

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté n°2009/DDEA54/ADUR/012 concernant l'ouverture à l'urbanisation – commune de TRIEUX**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le plan de prévention des risques miniers (PPRM) sur la commune, mis en application immédiate par arrêté préfectoral du 30 novembre 2007, qui localise au titre de la prévention des risques, le secteur n°2 au lieu-dit "Cités de la Potence" en zone R2 du PPRM où le principe général est l'interdiction de construire ;

Considérant que la commune de TRIEUX qui adhère au Syndicat Inter communal du Contrat de Rivière WOIGOT, traite ses effluents à la station d'épuration de BRIEY, qui est proche de la saturation ;

Considérant que l'ouverture à l'urbanisation des deux secteurs serait contraire aux principes de gestion économe des espaces naturels et agricoles mais aussi de développement durable ;

Considérant que cette demande porterait atteinte à l'environnement de façon excessive.

ARRETE

Article 1 : La commune de TRIEUX n'est pas autorisée à ouvrir à l'urbanisation le secteur 1 au lieu-dit "Blanche Pièce" et le secteur 2 au lieu-dit "Cités de la Potence" dans le cadre de son Plan Local d'Urbanisme.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par interim,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours: le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours contentieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recourstentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 7 avril 2009 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Titanobel de Moutiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R 515-40 IV le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) précité doit être approuvé avant le 8 avril 2009 ;

Considérant que compte tenu des enjeux, et notamment de l'impact du plan sur les projets d'urbanisation des communes situées dans le périmètre d'étude du PPRT, la phase de concertation avec les personnes associées à l'élaboration du plan est toujours en cours ;

Considérant qu'à l'issue de la phase de concertation précitée et en application des dispositions de l'article R 515-43 II du code de l'environnement, le projet de PPRT devra être soumis pour avis aux organismes et personnes associés qui disposeront d'un délai de deux mois pour formuler leurs éventuelles observations sur le projet ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R 515-44 I du code de l'environnement, le projet de PPRT devra faire l'objet, à l'issue de la phase de concertation et de recueil des avis, d'une enquête publique d'une durée de un mois ;

Considérant qu'en conséquence le délai d'approbation du PPRT cité précédemment ne pourra être respecté et qu'il y a lieu de proroger ce délai;

ARRETE

Article 1er : Dans l'arrêté préfectoral n° 2007-626 du 8 octobre 2007 les mots " Titanite" sont remplacés par les mots "Titanobel" et les mots "direction départementale de l'équipement" sont remplacés par les mots "direction départementale de l'équipement et de l'agriculture".

Article 2 : Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Titanobel de Moutiers est prorogé d'un an, soit jusqu'au 8 avril 2010 ;

Article 3 : Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville et au siège de la communauté de communes du Pays de l'Orne. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "Le Républicain Lorrain".

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la communauté de communes du Pays de l'Orne et MM. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 7 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité***Extrait de l'arrêté du 10 avril 2009 prononçant le surclassement de la commune de Vandoeuvre-les-Nancy dans la strate démographique des communes de 40 000 à 80 000 habitants**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le surclassement permet à une collectivité d'accéder à une strate démographique supérieure à celle dans laquelle elle est classée, autorisant ainsi l'organe délibérant à créer certains emplois d'encadrement pour lesquels un seuil de population est exigé, que la

catégorie dans laquelle la collectivité peut être surclassée est établie par référence à la population totale obtenue en multipliant par deux la population des zones urbaines sensibles ou des parties de zones urbaines sensibles présentes sur le territoire de la collectivité ;
Considérant que la population totale de la commune de Vandœuvre les Nancy telle qu'elle ressort du dernier recensement est de 31 805 habitants et que la population totale de cette collectivité en zone urbaine sensible est de 14 954 habitants, que la population totale dans le cadre d'un surclassement peut être fixée à 46 759 habitants ;

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'application de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la commune de Vandœuvre les Nancy est classée, à compter du 1^{er} janvier 2009, dans la strate démographique des communes de 40 000 à 80 000 habitants.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de Vandœuvre les Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 16 avril 2009 (Meurthe-et-Moselle / Meuse) fixant le périmètre du syndicat mixte du SCOT nord Meurthe-et-Mosellan

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le préfet de la Meuse,

ARRETEMENT

Article 1^{er} : La liste des collectivités intéressées par le projet de création du syndicat mixte du SCOT nord Meurthe-et-Mosellan est fixée comme suit :

Établissements publics de coopération intercommunale :

- Communauté de communes du pays de Longuyon,
- Communauté de communes des deux Rivières,
- Communauté de communes de l'agglomération de Longwy,
- Communauté de communes du pays Audunois,
- Communauté de communes de l'EPCI du bassin de Landres ;
- Communauté de communes du pays de Briey,
- Communauté de communes du Jarnisy,
- Communauté de communes du Pays de l'Orne,
- Communauté de communes du Mad à l'Yron.

Communes :

- BATILLY
- FILLIERES
- SAINT-AIL
- TIERCELET
- VILLERS-LA-MONTAGNE

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, et les sous-préfets de Briey et de Verdun sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale cités à l'article premier, aux maires concernés des communes membres de ces établissements et aux maires des communes citées à l'article premier et qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY le 16 avril 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Hugues PARANT

Le préfet de la Meuse
Evence RICHARD

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté n° 29 du 20 avril 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :

- Monsieur Yves WILLER, Maire de Mont-sur-Meurthe, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
- Madame Michèle PILOT, Maire de Foug, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Serge DE CARLI, Maire de Mont Saint Martin, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :

- Monsieur Jean-Pierre REICHHART, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou (fin du mandat en mars 2014).

c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :

- Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président de la CME, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur le Docteur Bernard NORROY, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).

b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Monsieur Pascal NICOLLE, Infirmier, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'Accueil et Réinsertion Sociale (fin du mandat en janvier 2013),

- Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),

- Madame Sidonie BAUDOT, Infirmière Libérale (fin du mandat en avril 2010).

b) Trois représentants des usagers :

- Monsieur André LOUP, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (fin du mandat en mai 2012),

- Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),

- Monsieur Michel VIRION, Retraité, représentant l'Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs (fin du mandat en décembre 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 28 du 8 Octobre 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine
et par délégation,

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 30 du 20 avril 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Le Maire de la Commune, Président de droit :

Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).

b) Trois représentants de la Commune :

- Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Patrick LAUGEL, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Marc VIEVILLE, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).

c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :

- Monsieur Gérard SPEISSMANN, Conseiller Municipal de la Ville de Jarville la Malgrange (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de Dombasle sur Meurthe (fin du mandat en mars 2014).

d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :

- Monsieur Jean-Claude PISSENE, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).

e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :

- Madame Solange DUCAMIN, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, Pharmacien (fin du mandat en juin 2011),

- Madame le Docteur Laurence COCHART, Praticien Hospitalier, Chef de Service (fin du mandat en juin 2011),

- Madame le Docteur Béatrice DUGNY, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011),

- Madame le Docteur Odile STREIFF-GILLES, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011).

b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Monsieur René DENILLE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en décembre 2011).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Henriette SALTEL-ISELLA, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Madame Séverine HUGUET, Agent des Services Hospitaliers Qualifié, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Monsieur Didier LAVOT, Cadre de santé, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée (fin du mandat en mars 2010),

- Monsieur le Docteur Christophe LAINE, Médecin Généraliste (fin du mandat en septembre 2010),

Monsieur Paul LETE, Masseur-Kinésithérapeute, représentant non hospitalier des professions paramédicales (fin du mandat en mai 2011)

b) Trois représentants des usagers :

- Madame Nicole DOLLER, représentant l'Association ESPOIR 54 (fin du mandat en janvier 2011),

- Monsieur Rosario BUTTICE, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Psychiques de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en octobre 2011),

- Monsieur Michel KLING, représentant de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011).

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :

- Monsieur Lionel DEBIEMME, Manipulateur en radiologie (fin du mandat en mai 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 29 du 3 Octobre 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine
et par délégation,

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/177 du 14 avril 2009 portant création et composition du comité départemental à l'installation (CDI)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Il est créé dans le département de Meurthe-et-Moselle un comité départemental à l'installation qui concourt à l'élaboration et à la mise en oeuvre du dispositif d'accompagnement à l'installation et propose à la commission départementale d'orientation de l'agriculture les orientations correspondantes.

Article 2 : Le comité départemental à l'installation est composé de :
en qualité de membres :

- le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
 - le Président du Conseil Régional ou son représentant
 - le Président du Conseil Général ou son représentant
 - le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ou son représentant
 - le Directeur régional de l'agriculture de l'alimentation et de la forêt ou son représentant
 - le Président de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-moselle ou son représentant
 - le Président des Jeunes Agriculteurs et deux vice-présidents ou leurs représentants
 - le Président de la F.D.S.E.A. ou son représentant
 - le Président de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole Lorraine ou son représentant
 - le représentant du financement de l'agriculture siégeant à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ou son suppléant
- en tant que personnes qualifiées :
- le Directeur du L.E.G.T.A. de Pixérécourt ou son représentant ;
 - le Directeur du CFPPA de Pixérécourt ou son représentant ;
 - le président de l'ALPA ou son représentant ;
 - le Président du comité départemental de V.I.V.E.A. ou son représentant
 - le président d'Adheo 109 ou son représentant ;
 - le Président de l' ODASEA de Meurthe-et-moselle ou son représentant
 - les représentants des organismes labellisés au titre de :

Point INFO INSTALLATION (P.I.I.)

Centre d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (C.E.P.P.P.).

Article 3 : Les membres cités à l'article 2 détiennent une voix délibérative. Ils peuvent mandater un représentant. Les avis émis par le comité sont pris à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Article 4 : Le préfet pourra en tant que de besoin et à titre consultatif, faire appel à des experts en fonction des sujets à traiter.

Article 5 : la présidence de ce comité est déléguée au président de la Chambre d'agriculture ou à son représentant. Le secrétariat est assuré par les services de la Chambre d'agriculture.

Article 6 : L'ordre du jour des réunions des comités sera adressé au préfet 15 jours avant celles-ci. Le procès verbal de chaque réunion lui sera transmis à titre de compte-rendu. Le préfet fera part au président de la Chambre d'agriculture de ses observations dans un délai de 15 jours.

Les propositions formulées par le comité seront ensuite soumises à l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.

Article 7 : Le comité se réunit au moins deux fois par an.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

AUTRES SERVICES

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

Arrêté de délégation rectorale de signature du 21 avril 2009 à M. Francis MORLET, inspecteur d'académie adjoint, chargé de l'intérim des fonctions d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz,

Vu le décret du 09 avril 2009 nommant monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'Académie de Nancy-Metz ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2009 chargeant monsieur Francis MORLET, Inspecteur d'Académie Adjoint, de l'intérim des fonctions d'Inspecteur d' Académie, directeur des services départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à compter du 17 février 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 août 2008 mutant à compter du 01 septembre 2008 madame Brigitte COURBET, à l'Inspection Académique de Meurthe et Moselle, en qualité d'Inspectrice de l'Éducation Nationale, adjointe à l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 octobre 2007 nommant monsieur Michel CLEMENS, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi de Secrétaire Général d'administration scolaire et universitaire de l'Inspection Académique de Meurthe et Moselle.

AR R E T E

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Francis MORLET, Inspecteur d'Académie Adjoint, exerçant par intérim les fonctions d'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les décisions suivantes :

1 - Actes pris en application de l'article D.222-20 et D.222-27 du Code de l'Éducation.

1.1 - Au niveau départemental : gestion des épreuves d'éducation physique et sportive des baccalauréats général, technologique et professionnel ainsi que des CAP et BEP ponctuels.

1.2 - Au niveau académique : organisation et sujets des examens de niveau V (CAP-BEP – MC) désignation des jurys, déroulement des épreuves, (y compris l'EPS en contrôle en cours de formation), établissement des diplômes, organisation et sujets du concours de recrutement de professeurs des écoles ainsi que le concours général des lycées et des olympiades de mathématiques.

1.3- Gestion des crédits de fonctionnement et d'intervention de l'unité opérationnelle enseignement scolaire public premier degré de l'unité opérationnelle du programme soutien de la politique de l'Éducation Nationale et de l'unité opérationnelle enseignement privé 1er degré.

1.4 - Gestion des crédits destinés à l'acquisition du matériel adapté pour les élèves handicapés dans le cadre de l'unité opérationnelle des élèves.

2. - Actes pris en application du décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié et des arrêtés pris pour son application.

- Gestion des élèves professeurs des écoles et des professeurs des écoles stagiaires:

Toutes décisions énumérées par l'arrêté du 23 septembre 1992 à l'exception de celles relatives à la nomination, à l'affectation dans un département de l'académie, à l'autorisation de renouvellement de l'année du cycle préparatoire au second concours interne, à la délivrance du diplôme professionnel de professeur des écoles, à l'autorisation de prolongation de stage ainsi que le transfert de scolarité hors académie et dispense de formation statutaire I U F M.

3 - Pour tous les personnels en fonction dans le département, à l'exception de ceux affectés dans les établissements d'enseignement supérieur

3.1 - Autorisations d'absence autres que celles qui, en vertu des dispositions qui les réglementent, relèvent expressément de la compétence de l'Inspecteur d'Académie ou du « Chef de Service ». Sont ainsi notamment concernées les autorisations spéciales d'absence prévues par l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique .

3.2 - Congés pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximale de douze jours ouvrables par an, prévus par le décret n° 84-474 du 15 juin 1984.

3.3 - Décisions relatives aux demandes de dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction et à l'obligation de résidence .

4 - Gestion des établissements et des personnels d'enseignement privés (décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié).

- Actes de gestion relatifs aux maîtres contractuels ou agréés et auxiliaires, délégués rectoraux, en fonction dans les établissements d'enseignement privés du premier degré (écoles), y compris autorisations d'absence telles que définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, à l'exclusion de la prolongation d'activité au-delà de 60 ans.

Article 2 : Pour l'application du décret n° 65-845 du 04 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des personnels civils de l'État, et, au vu des dispositions de l'arrêté du 07 janvier 2003 modifié, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur et de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-143 en date du 16 avril 2009 portant délégation de signature à monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'Académie de Nancy-Metz relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, subdélégation de signature est donnée à monsieur Francis MORLET, Inspecteur d'Académie Adjoint, exerçant par intérim les fonctions d'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes pièces relatives à la gestion des traitements et de leurs accessoires : des personnels enseignants du premier degré de l'enseignement public et de l'enseignement privé ; des assistants d'éducation affectés aux missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaire des enfants handicapés ainsi que des intervenants en langues étrangères dans les écoles élémentaires.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Francis MORLET, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par :

- Madame Brigitte COURBET, Inspectrice de l'Éducation Nationale, Adjointe à l'Inspecteur d'Académie

- Monsieur Michel CLEMENS, Secrétaire Général de l'Inspection Académique

Article 4 : Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle. A compter de la date de sa signature, il sera affiché au rectorat de l'académie de Nancy-Metz ainsi qu'à l'inspection académique de Meurthe et Moselle pendant quinze jours.

Nancy, le 21 avril 2009

Le recteur,
Jean-Jacques POLLET

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**Arrêté du 20 avril 2009 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, Directeur des achats**

Le directeur général,

Vu la Loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Article 1 : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Achats, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché et en son absence pour congés à Mademoiselle Dominique CAPPELLI, Directrice de la logistique.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- M. Grégory LEMAITRE, Attaché d' Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d' Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d' Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

- M Damien PREVOST, Ingénieur Biomédical, responsable des Secteurs Achat Médical et Biomédical et, en son absence, à Madame Catherine VASSEUR, Attachée d' Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du secteur achat médical et biomédical.

Article 2 : Donne délégation principale à M. Jean-Philippe SAJUS, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Achats, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et en son absence pour congés à Mademoiselle Dominique CAPPELLI, Directrice de la Logistique.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d' Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service
- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d' Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières
- M Damien PREVOST, Ingénieur Biomédical, responsable des Secteurs Achat Médical et Biomédical et en son absence, à Madame Catherine VASSEUR, Attachée d' Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du secteur achat médical et biomédical.

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur en charge de la filière Laboratoire du Secteur de l' Achat Médical
- M Stéphane CREUSOT, Ingénieur en charge de la restauration du CHU.

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
 - de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
 - de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.
- Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à celle du 23 juillet 2008.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 avril 2009

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l' arrêté préfectoral n° 26237 en date du 20 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dieulouard

Par arrêté préfectoral n° 26237 en date du 20 avril 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. jaune station d'épuration RD 10 sur la commune de DIEULOUARD.

Avis de parution de l' arrêté préfectoral n° 27334 en date du 20 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mailly sur Seille

Par arrêté préfectoral n° 27334 en date du 20 avril 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA M. DA SILVA Joaquim route d'Abaucourt « le Moulin », sur la commune de MAILLY SUR SEILLE.

AUTRES SERVICES

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Extrait de la décision du 12 mars 2009 relative à la modification du traitement concernant l'émission des cartes vitale 2

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,

DECIDE

Article 1^{er} : Il a été créé dans les caisses départementales et pluri départementales de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel permettant le suivi et la gestion du recueil des photographies devant être inscrites sur les cartes Vitales 2. Ce traitement permet notamment, via la base caisse CARTES l'envoi des formulaires photos, la fabrication et le suivi des différentes étapes de la personnalisation des cartes vitale 2 des ressortissants de la Mutualité Sociale Agricole.

Les modifications de ce traitement portent sur :

- des évolutions techniques concernant notamment le portail d'émission cartes (PEC) qui assure désormais la relation entre le numériseur et les ateliers de personnalisation,
- les niveaux de délégation au numériseur et,
- trois nouvelles données (cf. art. 2).

Article 2 : Trois nouvelles données sont ajoutées dans le fichier de demandes des cartes à savoir :

- l'adresse du porteur,
- l'existence ou non d'un médecin traitant et,
- l'existence ou non de la couverture maladie universelle (CMU) pour le porteur.

Les données adressées au centre de personnalisation sont détruites immédiatement après la personnalisation des cartes.

Article 3 : Les destinataires de ces nouvelles informations sont les ateliers de personnalisation via le Portail d'Emission Cartes (PEC).

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès de la Caisse de mutualité sociale de agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Le titulaire de la carte ne disposera que d'un délai de 2 mois pour contester les données inscrites ou contenues dans la carte.

Toutefois, le droit d'opposition ne s'exerce pas.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des Caisses départementales et pluri-départementales de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Bagnolet, le 12 mars 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSAL est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 7 avril 2009

Le Directeur Général,
Jean Marie GERARD

